

Paris, le 12 novembre 2015

**Réponse de Direct Energie à la Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 15 octobre 2015 relative à la mise à jour des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1<sup>er</sup> avril 2016**

**Remarques relatives aux évolutions tarifaires envisagées**

Comme les années passées, Direct Energie note que les évolutions tarifaires envisagées se traduisent par des hausses significatives : +4% à 5% des tarifs des deux GRT, laissant entrevoir des augmentations de +7% à +10% des termes de livraison, compte tenu du choix fait par la CRE de limiter à l'inflation l'augmentation du prix des interconnexions.

Direct Energie note :

- d'une part que ces hausses proviennent pour ainsi dire exclusivement par un nouvel accroissement des charges de capital, prévu par l'ATRT : +9.3% soit +97 M€ pour GRTGaz, et +7.5% soit +12 M€ pour TIGF, en total décalage avec le contexte économique actuel,
- d'autre part que le solde du CRCP à restituer aux utilisateurs continue à augmenter.

Si le niveau faible de l'inflation constatée conduit mécaniquement à des régularisations des charges de capital via le CRCP en faveur des utilisateurs des réseaux, il n'en demeure pas moins que son apurement sur 4 ans vient durablement pénaliser ces derniers.

Les niveaux tarifaires atteints pèsent en effet tant sur le pouvoir d'achat des consommateurs que sur la compétitivité du secteur industriel, et nuisent par ailleurs à l'attractivité du secteur gazier français dans son ensemble, au moment même où certains GRT étrangers annoncent des évolutions tarifaires bien plus modestes. Aussi est-il impératif que cette trajectoire de hausse soit corrigée sans attendre.

A ce titre, on peut s'étonner que la CRE ait validé<sup>1</sup> une méthode de construction des tarifs réglementés en électricité aboutissant à une rémunération du capital très faible pour une activité en concurrence (et donc risquée), alors que les principes de l'ATRT conduisent à une rémunération très confortable du capital engagé dans une activité monopolistique (par nature moins risquée). **Aussi, Direct Energie demande à ce que l'augmentation des charges de capital, qui représentent l'essentiel de la hausse envisagée du revenu autorisé des GRT, soit limitée dans le cadre des évolutions tarifaires du 1<sup>er</sup> avril 2016 et en tout état de cause dans l'ATRT6. Dans cette attente, un apurement anticipé du CRCP pourrait être envisagé.**

---

<sup>1</sup> Cf. Délibération du 30/10/2014 portant avis sur le projet d'arrêté relatif aux tarifs réglementés de vente de l'électricité.

**Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une évolution des coefficients de majoration des tarifs infra-annuels aux PITS devrait être étudiée dans le cadre plus large de l'ATRT6 ?**

Storengy a demandé à la CRE de modifier la tarification des souscriptions infra-annuelles aux PITS, de sorte à favoriser les souscriptions infra-annuelles de stockages.

Direct Energie s'étonne de cette proposition de la part d'un opérateur qui s'est permis de modifier unilatéralement, l'année dernière, ses conditions de vente, pour pouvoir facturer à ses clients l'intégralité du PURC annuel, quand bien même ils souhaiteraient souscrire des stockages sur des périodes plus courtes : **Direct Energie considère ainsi que Storengy a déjà toute latitude pour modifier son offre commerciale en vue de faciliter des souscriptions infra-annuelles.**

**En tout état de cause, Direct Energie considère qu'il serait particulièrement mal venu de modifier la structure tarifaire de l'ATRT5 afin de privilégier un opérateur, manifestement en situation dominante sur son marché, en détriment des autres acteurs.**

**Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction, selon les modalités décrites ci-dessus, d'un nouveau produit de capacité aux PITS de GRTgaz appelé Capacité d'interface transport – stockage (CITS), en lieu et place des capacités fermes et interruptibles ?**

Cette question n'appelle pas de remarques de la part de Direct Energie.

**Question 3 : Etes-vous favorable à la commercialisation de 20 GWh/j de capacité ferme quotidienne à Obergeilbach dans le sens France vers Allemagne dès le 1er avril 2016 dans les conditions proposées par GRTgaz ? Si vous êtes expéditeur, envisageriez-vous de souscrire ce produit ?**

GRTGaz propose de commercialiser 20 GWh/j capacités rebours à Obergeilbach, en complément des 150 GWh/j actuellement offertes.

Direct Energie partage l'analyse de la CRE sur l'absence d'intérêt pour une telle commercialisation, les capacités actuelles n'étant déjà pas totalement souscrites. Direct Energie n'envisage pas de souscrire un tel produit.

**Question 4 : Etes-vous favorable à un renforcement de l'incitation relative à la qualité des consommations mesurées au PITD ? Dans l'affirmative, quelles évolutions de l'indicateur proposeriez-vous ?**

Direct Energie est favorable au renforcement de cette incitation, le nombre de jours non conformes étant toujours particulièrement élevés (>7%).

**Question 5 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur portant sur la fiabilité de l'indicateur de stock en conduite projeté ?**

Direct Energie a plusieurs fois alerté GRTGaz et la CRE sur la manque de fiabilité de cet indicateur, pourtant crucial dans le cadre du nouveau système d'équilibrage. Aussi Direct Energie se réjouit qu'il soit envisagé d'inciter financièrement GRTGaz à ce que la publication de cet indicateur soit fiable et ponctuelle.

<b>Question 6 : Etes-vous favorable à la création d'un nouvel indicateur portant sur le respect des programmes de maintenance ?</b>
---

Direct Energie a plusieurs fois, notamment en Concertation Gaz, évoqué les problématiques soulevées par :

- le volume global des indisponibilités des capacités de GRTgaz, en particulier s'agissant de capacités dites « fermes »
- l'absence de prévisions sérieuses sur la disponibilité des capacités.

Aussi Direct Energie accueille favorablement le projet de voir GRTGaz inciter financièrement :

- i) à réduire le taux d'indisponibilité de ses capacités, notamment les capacités fermes, par exemple en dédommageant directement les souscripteurs de capacités
- ii) à prévoir au mieux les indisponibilités

<b>Question 7 : Avez-vous d'autres commentaires ou propositions concernant le dispositif de régulation incitative de la qualité de service des GRT ?</b>
--

Cette question n'appelle pas de remarques de la part de Direct Energie.